

## Communiqué de Presse

**Philippe KALTENBACH**  
Sénateur des Hauts-de-Seine

### **Résidence universitaire d'Antony**

#### **Les élus UMP doivent respecter la convention signée avec l'Etat**

Philippe Kaltenbach, sénateur des Hauts-de-Seine, s'inquiète du respect des engagements pris vis-à-vis de l'Etat par la communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvre (CAHB), le conseil général des Hauts-de-Seine et la commune d'Antony pour le développement de l'offre sociale de logement étudiant sur le site de la Résidence universitaire d'Antony (RUA) et dans les Hauts-de-Seine.

Philippe Kaltenbach déclare : *« Au mois de mai dernier, les élus PS de la CAHB m'ont alerté du vote d'une délibération autorisant la destruction du bâtiment G de la résidence universitaire Jean Zay. La CAHB, le conseil général et la ville d'Antony s'étaient pourtant engagés à une information préalable auprès de l'Etat sur les reconstructions nécessaires au maintien de l'offre actuelle avant toute nouvelle destruction. J'ai donc aussitôt saisi la Ministre de l'enseignement supérieur et posé une question écrite publiée au J.O (ci-jointe). »*

Il ajoute : *« La Ministre m'a confirmé que cette nouvelle délibération de la CAHB et l'absence d'informations précises sur la programmation des opérations de réhabilitation et de construction étaient source d'inquiétude et de nature à jeter le doute sur le respect de la convention du 28 juin 2013. Mme Fioraso a donc demandé au recteur de l'académie le report de la dernière réunion du comité de suivi afin que les collectivités UMP concernées s'engagent à produire lors de la prochaine séance un calendrier de programmation de réhabilitation et de construction de 1 080 logements sur le site de la Résidence Jean Zay, de 1 200 nouveaux logements construits prioritairement sur le territoire de la CAHB, et de 3 000 nouveaux logements construits sur le territoire départemental, conformément à la convention. »*

Le sénateur des Hauts-de-Seine conclut : *« Depuis le transfert en catimini par l'UMP de la résidence universitaire d'Antony à la CAHB, les élus socialistes sont mobilisés pour sa survie. Il est inconcevable de détruire des logements étudiants dans la région de France où l'offre est de très loin la plus insuffisante pour les remplacer par des logements de standing. Si la convention signée avec l'Etat par les collectivités UMP concernées ne nous satisfait pas totalement car elle n'a pas mis un terme définitif aux destructions sur le site de la RUA, elle a le mérite de contraindre les démolisseurs à maintenir l'offre de logements étudiants dans le département. A l'époque, nous avons déjà des inquiétudes sur le respect de ces engagements sachant combien les élus UMP92 rechignent à construire des logements sociaux. Elles se*

*confirment malheureusement aujourd'hui. Voilà notamment pourquoi la droite des Hauts-de-Seine s'acharne à torpiller le projet de métropole du Grand Paris. Elle ne veut toujours pas avoir à construire sa part de logements sociaux. »*

Le 9 octobre 2014

Pj (1) : Question écrite de P. Kaltenbach et réponse de Mme Fioraso publiée au J.O

Contact presse : Alicia Botti - 0620630175